Manifestation. Les agents refusent les fermetures de trésoreries.

Hier matin les syndicats des finances publiques ont interpellé Myriel Portéous sous les fenêtres de la sous-préfecture, lui reprochant d'avoir boudé la venue d'une délégation pour évoquer la fermeture programmée de la trésorerie de Quillan et la fermeture du service impôt réservé aux entreprises, à Limoux. "Nous disons qu'elle ajoute le mépris en ne daignant pas accorder audience aux représentants des agents des finances publiques. Ouvrez bien grand vos oreilles madame, nous n'accepterons pas la fermeture du service des impôts lié aux entreprises de Limoux".

Regroupés en intersyndicale, FO, Solidaires et la CGT ont dénoncé d'une même voix, la fermeture d'ici 2022 de huit trésoreries : Bram, Cuxac-Cabardès, Durban-Corbières, Lézignan, Leucate, la paierie départementale mais aussi Peyriac-Minervois et Quillan. La transformation de la trésorerie de Castelnaudary en antenne sans pleines compétences, la mise en place de trois centres industriels de traitement de la comptabilité des collectivités locales à Carcassonne , Narbonne, Limoux. La transformation à brève échéance en simple antenne de la trésorerie de Limoux. Les syndicalistes ne croient pas au nouveau réseau de proximité promis aux élus. "Le gouvernement nous vend un nouveau réseau de proximité au motif de rendre de meilleurs services au public et aux élus, foutaise, tout cela est dicté par la volonté d'économie budgétaire et de supprimer des emplois. Dans la loi NOTRe on nous avait promis une trésorerie par EPCI", argumentent les syndicalistes qui invectivent les trois députés audois : "Mmes Robert, Hérin et M. Péréa, il serait grand temps de vous positionner publiquement contre ce nouveau réseau de proximité, voulu par le directeur départemental des finances publiques, sur commande directe de M. Darmanin ". Les agents reprochent également aux futures Maisons France services implantées dans chaque canton leur présence a minima : "Une demi-journée par an, au mieux une fois par mois pour les futurs conseillers". Le premier magistrat Jean-Paul Dupré rappelait que sans services publics un territoire perd de son attractivité et ne peut plus subsister. Le conseiller départemental Pierre Bardies allait plus loin : "Je le dis ici, les trésoreries sont indispensables aux collectivités locales, mais aussi aux entreprises et aux usagers. Ne voit-on pas là, la volonté de rapprocher toutes les intercommunalités, en une ou plusieurs grandes EPCI. Et cela, nous ne pourrons pas le supporter".

Francoise PEYTAVI

•

L'INDÉPENDANT

•